

## Rio +20, mythe et réalité

*La presse a répercuté une image passablement négative de la Conférence des Nations Unies pour le développement durable, tenue au Brésil du 20 au 22 juin passés. Cette perception ne me paraît pas correspondre à la réalité.*

*Ce n'est pas parce qu'on parle depuis 25 ans du développement durable qu'il est vraiment entré dans notre quotidien. Les accords internationaux restent essentiels. D'une part, parce que les atteintes aux écosystèmes et aux ressources dépassent largement les frontières, d'autre part, parce que nos économies ont besoin de conditions harmonisées pour éviter une concurrence écologique et sociale déloyale. Le développement durable exprime en effet une éthique, une régulation, un souci du bien commun, un sens des responsabilités, une vue holistique. Ce sont là des orientations qui s'opposent tant à une mondialisation sans foi ni loi qu'au repli identitaire, deux tendances fortes actuellement.*

*Ce genre de rassemblement international est donc un révélateur de l'état des rapports de force. Rattrapé par les réalités démographiques, englué dans ses crises internes (crise d'identité aux Etats-Unis, incapacité chronique de l'Europe à s'unir, affaiblissement économique), le Nord ne domine plus l'agenda politique dans ce monde devenu multipolaire. Rio +20 a ainsi souligné la nouvelle donne géopolitique, soit la volonté du G 77 (les pays du « Sud » dans toute leur diversité, des PMA<sup>1</sup> à la Chine en passant par les Etats producteurs de pétrole) de prendre le leadership. Or la tendance du G 77 est de prioriser la lutte contre la pauvreté par rapport à une gestion responsable des ressources, avec le risque de revenir à un concept dépassé de développement et d'occulter les capacités de charge de la Planète.*

*Autre frein aux avancées du développement durable : les crises actuelles (financière, économique, de l'emploi, de l'énergie, etc.). Alors qu'elles nous montrent à quel point il nous faut changer de paradigme, leurs effets au contraire nous poussent à rester le nez collé au guidon, à ressasser, les uns l'austérité qui étouffe, les autres la croissance du déjà vu.*

*Pourtant, malgré ces vents contraires, le document adopté à Rio +20 a retenu l'« économie verte » comme contribution au développement durable et l'a entourée de passablement de précisions. Il a été clairement rappelé « que des changements fondamentaux dans la façon dont les sociétés produisent et consomment sont indispensables pour réaliser le développement durable à l'échelle mondiale ».*

*Rio +20 a de plus confirmé les engagements précédents et a gardé de riches contenus :*

- « l'élimination de la pauvreté, le plein emploi productif et un travail décent pour tous », avec « la couverture universelle des soins de santé » et la protection sociale et juridique des travailleurs, y compris ceux du secteur informel ;
- la protection des sols et la promotion d'une agriculture durable, dans le contexte du droit à une alimentation adéquate ;
- une énergie et une mobilité durables, « y compris les infrastructures pour piétons et pour cyclistes » ;
- le rappel des risques représentés par le changement climatique, « l'un des plus grands défis de notre époque » ;
- la protection de la biodiversité et des océans ;

1 • Pays les moins avancés. En 2010, les PMA ont compté pour 12 % de la population mondiale, mais seulement pour moins de 2 % du PIB mondial.

- la réaffirmation de l'engagement des pays industrialisés de consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide publique au développement (APD) ;
- l'égalité des droits et des chances entre hommes et femmes...

Sur l'économie et la gouvernance, les principaux acquis sont :

- un « cadre décennal de programmation concernant les modes de production et de consommation durables » ;
- un mécanisme pour proposer à l'Assemblée générale 2013 des Objectifs de développement durable ;
- le lancement d'un programme de travail en vue de compléter le PIB par un indice de richesses incluant « des mesures plus larges du progrès » ;
- le renforcement du PNUE ;<sup>2</sup>
- la création d'une « instance politique de haut niveau », dotée de missions d'évaluation, de mobilisation et de dynamisation des enjeux du développement durable et devant remplacer à terme l'actuelle Commission du développement durable.

En réalité, la question est moins au niveau des textes qu'à celui de leur mise en œuvre. Ainsi l'engagement pris par les pays industrialisés (en 1970 !) de consacrer 0,7 % de leur PIB à l'APD n'est suivi que par une demi-douzaine d'entre eux (la Suisse n'est qu'à 0,5 %, ce qui pour d'aucuns est déjà trop). Ainsi encore, la Convention sur les changements climatiques, qui exige que les

émissions soient proportionnées à la capacité de charge des écosystèmes, peine à être suivie.<sup>3</sup>

Les conférences internationales résonnent de belles paroles - dont les auteurs savent bien qu'il y a de fortes chances qu'elles restent vaines. La principale frustration que l'on peut ressentir vient de cette torpeur qui survient dès qu'il s'agit d'aller sur le terrain du passage à l'acte et de contrer certains intérêts.

Rio +20 n'est qu'une étape dans un processus. Cette thématique est exigeante et globale, et si les processus internationaux basés sur le consensus entre des Etats aux intérêts et aux fonctionnements très disparates sont déjà lents par nature, la matière ne facilite pas vraiment les avancées. Or il faudrait aller vite : en 2030, nous aurons besoin de deux planètes si le développement se poursuit sur le mode actuel !<sup>4</sup>

Le sommet se voulait source d'accélération... Il a révélé notre difficulté à prendre vraiment nos responsabilités, globalement mais aussi localement : en Suisse, notre empreinte écologique était en 2002 trois fois trop grande, et en 2012 quatre fois<sup>5</sup>... Faire mieux à notre niveau reste la meilleure réponse à toutes nos déceptions.

**René Longet, Onex**

Représentant de l'Union des Villes suisses  
au sein de la délégation officielle suisse au  
Sommet Rio +20

2 • Programme des Nations Unies pour l'environnement. (n.d.l.r.)

3 • « L'objectif ultime de la présente Convention (...) est de stabiliser (...) les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique... » (art. 2), RS 0.814.01.  
[http://www.admin.ch/ch/f/rs/c0\\_814\\_01.html](http://www.admin.ch/ch/f/rs/c0_814_01.html)

4 • [http://wwf.panda.org/about\\_our\\_earth/all\\_publications/living\\_planet\\_report/](http://wwf.panda.org/about_our_earth/all_publications/living_planet_report/)

5 • <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/21/03/01.html>